



Aidspan

Independent observer
of the Global Fund

LES RÉDUCTIONS ENVISAGÉES DE L'AIDE EXTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS INQUIÈTENT VIVEMENT LES MILIEUX DU DÉVELOPPEMENT

La proposition du Président Donald Trump d'accroître de 54 milliards de dollars le budget militaire inquiète beaucoup de gens, notamment ceux qui travaillent pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et ont ses intérêts à cœur.

La raison de cette inquiétude est que M. Trump compte compenser la hausse des dépenses militaires par de fortes réductions des programmes d'aide extérieure et du budget du Département d'État. Les États-Unis dépensent à l'heure actuelle quelque 50 milliards de dollars par an dans ces deux domaines, contre environ 600 milliards de dollars pour la défense. La contribution américaine au Fonds mondial est comprise dans ces 50 milliards de dollars, de même que le budget du Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et celui de l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme (PMI). Dans de nombreux pays, le Fonds mondial, le PEPFAR et la PMI travaillent en étroite collaboration.

M. Trump n'a pas révélé l'ampleur précise des réductions qu'il cherche à appliquer aux budgets de l'aide extérieure et du Département d'État, mais selon des responsables de son administration, elles se situeraient entre 30 et 37 pour cent. Selon divers observateurs, ce serait l'aide au développement qui serait frappée le plus durement par des coupes budgétaires de cette ampleur.

Le Président Trump ne devrait pas envoyer sa proposition de budget complète au Congrès avant le mois de mai (un projet de budget devrait être publié à la fin du mois de mars). Mais ses propositions ont ébranlé les milieux du développement. S'il y a une bonne nouvelle dans cette histoire, c'est que l'on

s'attend à ce que les propositions de M. Trump se heurtent à une résistance au Congrès.

Lors de la dernière reconstitution des ressources du Fonds mondial, les États-Unis de l'administration Obama ont promis 4,3 milliards de dollars pour la période 2017/2019, soit 1,43 milliard par an. Toutefois, cette promesse de don dépend de l'approbation des dépenses chaque année par le Congrès. Reste à savoir si le Président demandera 1,43 milliard de dollars pour le Fonds mondial pour l'exercice 2018 (du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018), et si le Congrès donnera son approbation. Si un montant inférieur est approuvé, cela pourrait compliquer grandement les choses pour le Fonds mondial.

Il convient néanmoins de noter qu'année après année, les présidents américains et les Congrès successifs ont pour habitude de se quereller sur le contenu du budget. Il est acquis que le budget finalement approuvé par le Congrès ne ressemble pas au budget présenté par le Président. En outre, comme le souligne un [article](#) paru dans Politico : « En définitive, le budget est séparé du processus de dépenses qui finance les différents ministères, et il est hautement improbable que le Congrès accepte la plus grande partie des demandes de M. Trump au moment de financer le gouvernement ».

Le 13 mars, tandis que nous nous préparions à publier la version anglaise de notre lettre d'information, Politico a publié un autre [article](#), selon lequel le budget du Département d'État ne serait pas visé par des réductions aussi importantes qu'initialement indiqué par M. Trump.

« L'ébauche de budget attendue dans le courant de la semaine contiendra effectivement des réductions du financement du Département d'État et de l'Agence des États-Unis pour le développement international pour l'année prochaine », précise l'article de Politico, « mais moins que les 37 pour cent initialement annoncés dans les documents préliminaires diffusés fin février par la Maison Blanche. »

Politico rapporte que la révision du budget devrait inclure des « coupes échelonnées » sur plusieurs années, plutôt qu'une frappe immédiate, selon un responsable haut placé de l'administration, qui a affirmé que la Maison Blanche donne au Secrétaire d'État Rex Tillerson le temps de « procéder à une analyse plus approfondie de l'aide extérieure ».

M. Tillerson et ses proches collaborateurs étudient comment restructurer le Département d'État, selon ce qu'aurait dit une autre personne au courant des discussions, et est prêt à accepter une réduction « significative » du budget de son ministère.

En même temps, CNN [rapportait](#) que la Maison Blanche a donné au Département d'État et à la mission américaine auprès des Nations Unies l'instruction de réduire de près de moitié leurs budgets pour les programmes des Nations Unies, y compris en ce qui concerne les opérations américaines de maintien de la paix et d'aide au développement.

D'après CNN, ces coupes drastiques illustrent la volonté de l'administration Trump de réduire les engagements des États-Unis envers les organisations internationales.

La chaîne d'information a néanmoins ajouté que M. Tillerson a une certaine marge de manœuvre pour décider où appliquer les réductions budgétaires du Département d'État.

« Il [Tillerson] a dit, "Donnez-moi un chiffre et je me charge des réductions" », rapporte un responsable haut placé de l'administration. « Il ne veut pas qu'on lui dise où appliquer les réductions. »

Réactions

Les réactions à la proposition de M. Trump n'ont pas tardé à émerger de nombreux milieux différents.

« Il serait à la fois stupide et mathématiquement impossible de la part du Président Trump de compenser

d'autres augmentations budgétaires en sabrant les budgets du Département d'État et de l'aide au développement, qui représentent à peine un pour cent des dépenses fédérales totales », a réagi le sénateur démocrate du Delaware, Chris Coons, selon un [article](#) paru dans Foreign Policy.

Ce même article cite également Peter Yeo, président de Better World Campaign, un groupe sans but lucratif qui soutient l'aide extérieure, selon qui « la Maison Blanche dit en substance au Département d'État : vous allez devoir rentrer dans un 37, lequel de vos orteils voulez-vous amputer ? »

Un groupe de 120 anciens généraux et autres officiers [a écrit](#) à la direction du Congrès, ainsi qu'à des fonctionnaires de l'administration, pour avertir qu'« il est crucial pour la sécurité de l'Amérique d'accompagner les actions dans le domaine de la défense d'une intensification et d'un renforcement de la diplomatie et du développement ».

Voici ce qu'on peut lire dans un [article](#) publié sur le forum en ligne UN Dispatch : « Le fait est qu'une réduction massive de l'aide extérieure pour compenser des augmentations budgétaires ailleurs est à la fois impossible d'un point de vue mathématique et infaisable sur le plan politique. »

S'exprimant dans un [blog](#) sur le site Web du Conseil des relations extérieures, Laurie Garrett affirme quant à elle :

« Cela fait de nombreuses années que je mets en garde sur le grave danger dans lequel se trouve ce que nous appelons la santé mondiale – de même que l'humanitaire, l'atténuation du changement climatique, le développement et les programmes alimentaires. Ayant accroché leur wagon à la locomotive de la mondialisation, les missions humanitaires larges – majoritairement financées par les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni et par des intérêts privés américains – étaient excessivement tributaires des changements politiques dans ces deux pays. »

Dans un [article](#) paru le 11 mars dans The Lancet, Sam Loewenberg écrit que « bien que l'on s'attende à ce que le Congrès atténue les réductions radicales de Trump, personne ne sait de combien. Même de petites réductions de l'aide extérieure en termes de pourcentage des dépenses totales pourraient avoir des effets considérables du fait que les États-Unis contribuent tellement en termes de dollars. »

Amanda Glassman est l'un des rares observateurs qui a évoqué spécifiquement les implications de la proposition du Président Trump pour le Fonds mondial. Dans le blog sur les politiques en matière de santé mondiale du site Web du Center for Global Development, elle écrit ceci :

« La contribution des États-Unis, qui représente environ un tiers des ressources du Fonds mondial, est aujourd'hui en péril. Il se peut certes que le Congrès évite certaines réductions budgétaires, mais la plupart des programmes, y compris le PEPFAR, seront probablement touchés par les coupes, et la pression se fera sans doute de plus en plus sentir. Quelle part des réductions le PEPFAR répercutera-t-il sur le Fonds mondial ? »

Dans un article publié dans [JAMA](#) le 21 février, Lawrence O. Gostin avance que le PEPFAR jouit d'un large soutien bipartite, et que les présidents successifs ont soutenu le Fonds mondial. « M. Trump n'a pas annoncé d'affaiblissement du soutien à ces programmes », explique-t-il, « mais l'aide à la santé internationale sera probablement plafonnée, voire réduite. Cela permettrait de maintenir le soutien américain au traitement antirétroviral en Afrique et ailleurs, mais aurait peu d'effet sur l'élargissement de la couverture. »

Depuis 2009, la Kaiser Family Foundation réalise des [sondages](#) auprès de la population américaine concernant la part du budget fédéral consacrée à l'aide extérieure. Bien que la réponse correcte soit moins de 1 % – et comprenne du reste l'aide militaire à Israël et à l'Égypte – le répondant moyen pense que la part de l'aide extérieure représente environ 25 %.

[Read More](#)
